



Syndicat National FO des
Personnels de Préfecture

BP 646-08

75367 PARIS CEDEX 08

Tél. : 01-40-07-62-91 - Fax : 01-40-07-10-22

E-mail : fo-prefectures@interieur.gouv.fr

Syndicat FO des Personnels
d'Administration Centrale et des
Services Extérieurs

6 rue Cambacérès - 75008 Paris

Tél. : 01-40-07-26-23 - Fax : 01-40-07-63-30

E-mail : fo-centrale@interieur.gouv.fr

Monsieur Daniel CANEPA

Préfet - Secrétaire général

Ministère de l'intérieur

et de l'aménagement du territoire

1, bis place des Saussaies

75800 PARIS

Paris, le 12 septembre 2005

Monsieur le préfet,

Lors du CTP des Services Techniques du Matériel du 29 juin dernier, les représentants FORCE OUVRIERE ont indiqué avoir eu connaissance, officieusement, d'un rapport intitulé «*La filière immobilière du ministère de l'intérieur – éléments de problématique*», remis aux préfets.

Les représentants FO ont souhaité obtenir des éclaircissements sur ce document qui dresse un tableau inacceptable de la manière de servir de nos collègues ingénieurs de la filière immobilière.

En effet, ce pseudo « audit » partisan est truffé de contrevérités supposées mettre en évidence un coût exorbitant de la conduite d'opération et de la maîtrise d'œuvre réalisées par les ingénieurs du ministère.

Certains passages de ce document vont même jusqu'à remettre en cause la probité et l'honnêteté de nos collègues, assertions « mensongères » et « diffamantes » pour des personnels d'encadrement qui assument d'importantes responsabilités.

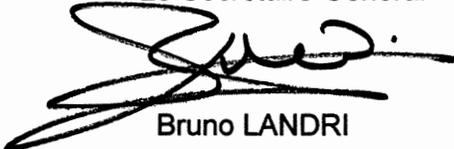
Nous ne pouvons croire qu'une telle démarche puisse être cautionnée par notre administration alors même qu'aucune instance paritaire ou groupe de travail n'a évoqué le sujet d'une quelconque réforme de la filière immobilière du ministère.

Nous ne vous cachons pas qu'un malaise diffus gagne actuellement l'ensemble de nos collègues ingénieurs et les rumeurs les plus « insensées » circulent sur leur devenir au sein de notre ministère et sur une externalisation programmée de leurs missions.

Pour répondre à cette angoisse légitime et face à l'absence d'information officielle crédible, nous vous demandons de bien vouloir nous accorder une entrevue afin de clarifier l'ensemble de cette situation.

Dans cette attente, et avec nos remerciements, nous vous prions de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de notre considération très distinguée.

Le Secrétaire Général



Bruno LANDRI

Le Secrétaire Général



Edmond AÏCHOUN